

## Le RoundUp

- Session : 2015-2016
- Année : 2016
- N° : 731 (2015-2016) 1
  
- Question écrite du **30/03/2016**
  - de LEGASSE Dimitri
  - à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal

L'Union européenne serait sur le point de prolonger de 15 ans l'autorisation d'utiliser le RoundUp, pesticide contenant du glyphosate dont on connaît pourtant les grands risques au niveau sanitaire et environnemental.

La position de la Belgique, par la voix du ministre fédéral Willy Borsus, vise à soutenir cette proposition de la Commission européenne. C'est consternant et je déplore cette position. A cet égard, et je m'en réjouis, la position des Régions bruxelloise et wallonne ne s'aligne pas sur celle du Fédéral.

Le Gouvernement wallon prône-t-il l'interdiction de l'utilisation des pesticides aux glyphosates ? Le cas échéant, sur quelle base légale repose cette interdiction ? Au niveau des négociations européennes, en tenant compte de l'opposition des Pays-Bas et de la France, cette proposition de la Commission européenne a-t-elle des chances d'être acceptée ? La Wallonie, au cas où cette proposition de la Commission serait acceptée, aurait-elle le droit de légiférer pour interdire l'utilisation de pesticides contenant du glyphosate sur son territoire ?

- Réponse du **15/04/2016**
  - de DI ANTONIO Carlo

Je suis bien en défaveur de la commercialisation des produits à base de glyphosate vers le public amateur, la modification du décret « pesticides » du 10/07/13 en cours permettra d'agir au niveau régional sur base d'un risque environnemental. Or, dans le cas présent, le Roundup est pointé du doigt pour son risque sur la santé publique. J'ai donc interpellé le Ministre fédéral à ce sujet. Celui-ci m'a répondu qu'il ne jugeait pas justifier de prendre des mesures complémentaires aux mesures européennes pour cette substance active.

J'ai l'espoir qu'au vu des réactions de la France et des Pays-Bas, les chances que la Commission interdise le glyphosate soient réelles.